

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19189 - 74ÈME ANNÉE

Visioconférence du Mouvement réunionnais pour la paix avec Preserve Seychelles Group

«La Paix n'a pas besoin de base militaire»



Hier, le Mouvement réunionnais pour la paix organisait une visioconférence avec Preserve Seychelles Group. Cette organisation lutte depuis plusieurs années contre l'installation d'une base militaire de l'Inde sur l'île d'Assomption. Sa lutte a dépassé les frontières des Seychelles, elle a réussi à obtenir le soutien de la majorité parlementaire ainsi que d'une très grande partie des Seychellois. Elle s'inscrit dans un mouvement commun aux peuples de notre région pour le respect de la résolution votée en 1971 par une majorité de 118 pays soit appliquée : faire de l'océan Indien une zone de paix. L'échange a été conclu par l'adoption à l'unanimité par les Seychellois et les Réunionnais présents d'une motion intitulée : « La Paix n'a pas besoin de base militaire »

Une visioconférence du Mouvement réunionnais pour la paix avec Preserve Seychelles Group était organisée à la bibliothèque Alain Lorraine du Moutia. Ce fut l'occasion de faire un point sur les différentes initiatives destinées à lutter contre la militarisation de l'océan Indien : le combat des Chagossiens pour retourner dans leur pays, le premier Forum politique des îles, et le refus de l'installation d'une base militaire indienne à l'île d'Assomption.

Mobilisation citoyenne

Allen Hoareau a ensuite présenté la lutte menée par Preserve Seychelles Group. Elle a commencé en 2018. Le président seychellois James Michel avait discuté d'un accord avec l'Inde prévoyant l'implantation d'une base militaire sur

l'île d'Assomption. La structure devait être dotée d'une piste capable d'accueillir des Boeing 747 et des avions militaires, un port pour des sous-marins, ainsi que 3000 personnes, les militaires et leurs familles.

Assomption est une île déserte, située à 30 miles d'Aldabra, une zone naturelle préservée labellisée par l'ONU.

En 2016, le président Dany Faure a ratifié un projet d'accord avec l'Inde sans avoir l'aval du peuple seychellois. Des manifestations ont alors été organisées à Victoria, capitale des Seychelles. Pendant trois mois, elles rassemblaient à chaque fois plusieurs dizaines de personnes. Ceci a permis d'informer la population de ce qui se tramait.

L'Inde est revenue à la charge, proposant des « présents » au gouvernement. Preserve Seychelles Group indique que l'Inde est prête à mettre 500 millions de dollars sur la table pour pouvoir construire sa base militaire aux Seychelles.

200.000 signatures contre la base

La mobilisation a dépassé les frontières de l'archipel. Ainsi, une pétition contre la base d'Assomption a été signée par 200.000 personnes, soit près de trois fois la population des Seychelles.

Ceci a amené le gouvernement à reculer, affirmant qu'une base de

garde-côtes indiens sera implantée à Assomption.

L'action de Preserve Seychelles Group a également fait bouger les lignes sur le plan politique. L'opposition présidentielle, majoritaire au Parlement, était favorable à la base militaire en février 2018. En avril 2018, elle a pris position contre la militarisation d'Assomption. Et hier, le chef de l'opposition a pris position au Parlement contre la base. Ceci empêche donc toute ratification de l'accord par les représentants du peuple seychellois.

« Nous sommes les amis de tous le monde et les ennemis de personne, nous ne sommes pas en guerre, nous ne voulons aucune base militaire aux Seychelles », a déclaré Allen Hoareau. La lutte continuera jusqu'à ce que la menace d'une construction d'une base militaire soit totalement écartée. Ceci veut donc dire que le projet d'une base de garde-côtes est également combattu, car cette installation peut constituer une brèche permettant l'implantation ultérieure de la base militaire indienne.

Solidarité dans notre région

Preserve Seychelles Group bénéficie donc du soutien de la majorité du Parlement ainsi que d'une large partie de l'opinion. Si un référendum était organisé sur cette question, plus de 80 % des votants seraient contre la militarisation d'Assomption, ajoute Allen Hoareau.

Les échanges ont permis de constater l'importance de la cause « océan Indien zone de paix ». Preserve Seychelles Group plaide pour un renforcement de la solidarité des peuples contre la militarisation de l'océan Indien : « donnons-nous un coup de main pour préserver notre patrimoine, notre paix ». Ceci concerne notamment La Réunion, car notre île est concerné par une initiative de la France, qui ouvre ses bases mili-

taires à La Réunion et à Mayotte aux navires de la marine indienne.

La visioconférence s'est conclue sur une invitation à Preserve Seychelles Group à participer au prochain Forum politique des îles, et par l'adoption à l'unanimité par les Réunionnais et Seychellois présents d'une motion lue par Virginie, et intitulée : « La Paix n'a pas besoin de base militaire ». Le texte

se réfère en particulier à la résolution votée en 1971 par l'ONU et qui fait de l'océan Indien une zone de paix.

M.M.

Nouvelle étape du combat des Chagossiens

Hier lors de la visioconférence avec Preserve Seychelles Group, Alain Dreneau, secrétaire du Comité de solidarité Chagos La Réunion, a fait un point sur le combat que mènent depuis plus de 40 ans pour avoir le droit de rentrer dans leur pays d'où ils ont été expulsés en raison de la construction de la base militaire de Diego Garcia.

Depuis lundi et jusqu'à aujourd'hui se tient un nouveau procès devant la Haute cour de Londres. Il fait suite à une décision de la Cour suprême qui avait débouté la demande des Chagossiens en 2016 qui avait refusé leur droit au retour tout en laissant une porte ouverte. Si le gouvernement britannique n'offrait pas une solution raisonnable à la requête des Chagossiens, ces derniers pouvaient ester devant la Haute cour de Londres. En renouvelant le bail permettant l'occupation de Diego Garcia par les États-Unis en vue d'y entretenir une base militaire, le gouvernement britannique a fermé toute possibilité de solution raisonnable. Les Chagossiens ont donc de nouveau renvoyé la Grande Bretagne devant un tribunal.

Par ailleurs, Alain Dreneau est revenu sur l'audience devant la Cour internationale de justice en septembre dernier. Cette juridiction doit rendre l'année prochaine un avis qui aura une grande portée morale.

Forum politique des îles pour un océan Indien zone de paix

Ary Yée Chong Tchi Kan a hier évoqué les travaux du premier Forum politique des îles, organisé en août dernier à Antananarivo à Madagascar. Cette rencontre marquait les 40 ans de la dernière conférence des organisations et partis progressistes du sud-ouest de l'océan Indien. Elle avait pour but de recréer une structure permettant aux peuples de dialoguer, ce que n'est pas la Commission de l'océan Indien, qui se limite à la coopération entre États. Pour cette première, les Chagossiens étaient les invités d'honneur. C'est ainsi que pour la première fois, les Chagos ont pu intégrer une instance internationale. Ce fut également l'occasion pour Olivier Bancoult de tenir la première conférence sur le combat des Chagossiens à Madagascar.

L'intervention d'Ary Yée Chong Tchi Kan s'est conclue par la lecture du communiqué final du premier Forum politique des îles : « Le bon voisinage et la diplomatie des peuples ». Le Forum politique des îles demande le respect d'une résolution de l'ONU, votée en décembre 1971 par une majorité de 118 pays, appelant à faire de l'océan Indien une zone de paix.

Edito

Le réveil douteux des Gilets Dorés ?

Le Président de la République n'arrive pas à endiguer le mécontentement grandissant des Gilets Jaunes. La situation est critique et elle risque de sauter en bouchon de champagne. Alors, lundi soir, il a réuni ses amis, une caste qu'on peut nommer les Gilets Dorés.

La séance s'est tenue à huis-clos tandis que les manifestants s'époumonent à réclamer la transparence des décisions publiques. Mais d'après des indiscretions, une centaine de patrons s'est déplacée pour entendre un président aux abois, blème. Le Figaro cite entre autres présents les patrons de Orange, Publicis, Altice, Iliad, LVMH, Kerig, Total,... Macron les a supplié de faire un geste pour accompagner ses premières annonces.

On peut aisément imaginer le discours suivant : "je suis accusé d'être le Président des riches. Le profit c'est pour vous et les désagréments pour moi. Je ne comprends pas votre silence". Il semble que devant le discours dramatique, les Gilets Dorés vont faire un geste. Ce pourrait être une prime exceptionnelle. Il n'y a aucune contrainte.

Ces derniers ont sorti la calculette pour voir comment préserver les dividendes qu'ils doivent distribuer aux actionnaires. Ils ont discuté de la compensation. En somme, ils agissent comme banquier de l'Etat et leur contribution représente une avance qu'il faudra donc combler. Rien d'étonnant pour des personnes qui ont l'habitude de s'octroyer des parachutes dorés. Gageons que les Gilets Jaunes ne manqueront pas de dénoncer ce réveil douteux des Gilets Dorés.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

La haine engendre la haine et c'est sans fin sauf à s'attaquer aux vraies racines de la haine

« Chérif Chekkat vivait au Neudorf, autour du Port autonome de Strasbourg, considéré comme le quartier le plus pauvre de la métropole alsacienne. »

L'Alsace vote FN (RN aujourd'hui). F. Haine, R. Haine... le vote favorable aux Le Pen n'a rien d'un vote positif. C'est un vote d'exclusion. Preuve, s'il en fallait encore une, qu'avoir été, de 1870 à 1918, colonisé, méprisé, ostracisé, ne préserve pas de recourir ensuite soi-même à des conduites ostracisantes.

Il ne servirait à rien de vouloir chercher qui des Français musulmans aux patronymes maghrébins ou des Français se revendiquant du christianisme aux patronymes issus du terroir se revendiquant du christianisme, auraient versés les premiers dans une attitude de rejet. Cela n'a plus la moindre importance. Ce qui, désormais, compte c'est d'œuvrer à raccommoder le lien permettant le vivre ensemble. Et aucun, vraiment aucun gouvernement n'a œuvré ni n'œuvre à cette tâche pourtant indispensable.

Tous les terroristes alléguant leur profond attachement à l'islam pour justifier leurs actions blasphématoires n'ont aucune conviction religieuse avérée. Leur mal-être, leur colère contre les conditions de vie imposées à leurs parents, leur enfance passée dans de vrais bidonvilles verticaux, leur abandon par une société tolérant à peine leurs parents affectés à des boulots pénibles, mal payés et dont aucun Alsacien ne voulait plus, tâches ingrates dont la désindustrialisation de l'Alsace les a finalement privés, a fait de leurs parents les parfaits boucs-émissaires de l'appauvrissement de l'Alsace.

Tous les enfants, nés de parents "importés" en Alsace pour leur force de travail « bon marché », ne

sombrent pas dans le terrorisme, même si la grande majorité de ces enfants — nés français — peut éprouver du ressentiment à l'encontre du mépris permanent exprimé à l'encontre de leurs parents.

À la colère latente qui pèse sur le cœur des nouveaux-venus ainsi maltraités, répond la colère des indigènes alsaciens stimulée par les délires lepénistes contre les maudits étrangers venus prendre la place des « vrais » Français d'Alsace. Et tandis que les mauvais larons attendent les haines, les gouvernants irresponsables font des calculs électoraux afin de tirer avantage de ces querelles interdisant aux victimes de la crise de s'unir pour dire aux gouvernements fauteurs de crise et de misère qu'il est grand temps de prendre soin, enfin, des victimes de leur politique. Mais, dites-moi, pourquoi ces gouvernants ne seraient-ils pas tentés de poursuivre leurs politiques si néfastes quand ils constatent que leurs victimes préfèrent s'entredéchirer à qui mieux-mieux ?

Et à La Réunion, ne devrions-nous pas nous préoccuper des antagonismes artificiels entretenus par des radios, les réseaux sociaux, les forums ?

Personne ne réfléchit à l'exploit qui dure depuis 1975 (ça fait un bail, non ?) et qui a fait que les Comoriens sont devenus des parias dans l'île comorienne de Mayotte ? Puis, de Mayotte à La Réunion, ce sont les Mahorais qui sont devenus le support des haines racistes de nombre de Réunionnais, pourtant frères des Mahorais ? Et plus la crise économique prend de l'ampleur, plus certaines radios, certaine presse se font un plaisir d'exciter les Réunionnais à la haine anti-comorienne plutôt que de stigmatiser une politique, élaborée à Paris, et qui juge qu'avec la moitié des Réunionnais au travail cela suffit à faire tourner l'économie de La Réunion et que les

50 % restants n'ont qu'à se satisfaire de l'assistance — les miettes — pour vivre des minima sociaux jusqu'à l'âge d'une pension minimale de retraite.

Il y avait un projet qui devait permettre de montrer à toute La Réunion ce que chacun, quelle que soit son origine, apporte à chacun et doit à chacun. C'était l'un des buts primordiaux de la Maison des Civilisation et de l'Unité des Réunionnais.

On sait bien quels sont les irresponsables qui ont concouru à faire échouer ce projet.

Cela seul devrait suffire à nous faire comprendre que l'unité des habitants de notre île est indispensable si nous ne voulons pas devenir ce qu'est en train de devenir l'Alsace.

Et si vous pensez que ce n'est pas possible, qu'une telle chose est parfaitement impossible chez nous dont les pubs ne cessent de glorifier notre art du vivre ensemble, penchons-nous sur les résultats électoraux obtenus pas le FN lors de ces dernières élections. S'y refuser serait refuser de voir que l'actuel jeu économique ne peut perdurer qu'en instillant chaque jour un peu plus le poison de la haine entre frères et sœurs de l'Océan Indien.

La haine engendre la haine et c'est sans fin sauf à s'attaquer aux vraies racines de la haine.

Jean

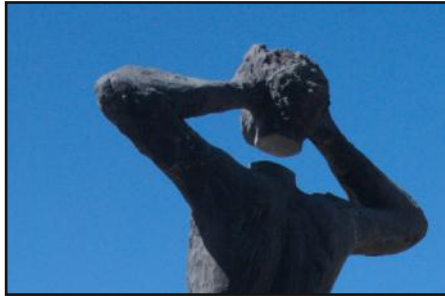
Billet philosophique

Non aux pires violences !

Pendant le soulèvement populaire massif contre les injustices lancé en France et à La Réunion depuis le 17 novembre par les Gilets Jaunes, certains représentants des classes dominantes n'ont cessé de mettre l'accent sur des violences commises ici ou là par des révoltés, plutôt que sur leurs revendications. Certes, on peut regretter voire critiquer le fait que des "casseurs" aient commis des dégâts parfois douloureux et coûteux au détriment d'une partie de leurs compatriotes ; mais est-ce là l'essentiel à retenir de cet événement historique toujours en cours ?

En effet, ne faut-il pas déjà avant tout s'interroger sur les causes profondes de ces casses et sur les moyens à mettre en œuvre pour les prévenir ? Or, comme on le sait, les violences verbales, physiques, délinquantes voire criminelles et terroristes auxquelles nous sommes confrontés tous les jours sont liées à de graves problèmes économiques, sociaux, environnementaux, culturels, éducatifs et institutionnels que les profiteurs du système capitaliste ne veulent pas résoudre car cela irait à l'encontre de leurs intérêts égoïstes qui sont leur priorité plutôt que le bien commun.

Cela est d'autant plus grave que l'humanité vient de célébrer le 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme vo-



La statue d'Henri Maillot au Barachois en hommage aux esclaves réunionnais décapités après la révolte de 1811, que l'on retrouve dans le livre "Arts et Lettres contre l'esclavage" de Marcel Dorigny.

tée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948 et que cette charte internationale n'est pas respectée par la plupart des décideurs de la planète. En effet, quand un enfant meurt de faim dans le monde toutes les sept secondes, quand 40 % des Réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté, quand la priorité pour les plus riches est la chasse aux plus pauvres et aux migrants, où est le respect des droits individuels et des peuples ?

Ne sommes-nous pas confrontés là aux pires violences à combattre dans notre pays comme dans le monde entier ? Cela, en « considérant (préambule de la Déclaration universelle de 1948) que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et

de la paix dans le monde ».

« Cette cause reste d'actualité »

Parmi ces violences sociétales et institutionnelles, à six jours de la célébration de la Fête Réunionnaise de la Liberté (le 20 décembre, 170^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage à La Réunion), nous pensons aux crimes contre l'humanité dont ont été victimes nos ancêtres esclaves. Et ces violences ont été rappelées récemment de façon admirable lors de plusieurs conférences organisées dans tout le pays par l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie de l'Océan Indien avec l'historien Marcel Dorigny sur les "Arts et Lettres contre l'esclavage".

Ce thème des conférences est aussi le titre du très beau livre que vient de publier Marcel Dorigny, où il présente notamment de nombreuses œuvres pour « rendre hommage aux artistes, écrivains et philosophes qui ont en leur temps critiqué la traite négrière, l'esclavage, et ont combattu aux côtés des abolitionnistes ». Et devant les pires violences à combattre aujourd'hui à La Réunion comme partout dans le monde, l'auteur ajoute en citant plusieurs artistes et écrivains : « On découvre que 170 ans après l'abolition de l'esclavage, cette cause reste d'actualité »...

Roger Orlu

In kozman pou la rout

« Alé vann la sand par pinte »

Mi koné pa si zot i konpran konm moin kozman-la. Moin pèrsonèl mi oi sa konm anvoye in moun fé kékshoz inital. La sann, dizon sé in marschandiz na poinn valèr donk na poinn kliyan pou ashtë. Si ni vé, ni pé konpar kozman-la avèk d'ot kozman konm : « Alé marshé ! » sansa ankor « Alé pous kanar dan la pant Bélèr ! » épi néna ankor in kantité fason anvoye in moun dingé... Mé moin l'aprè pans in n'afèr : mi di la sand sé in marshandiz san valèr, mé d'aprè sak i paré la sann sé in n'afèr i pèrmète garanti bann plant kont fourmi, sansa ankor anrishi la tèr. I pé ansèrv galman pou frote marmit donk li pé z'ète in bon marshandiz. Alé ! Mi arète tèrla é mi invite azot pou rofléshi la dsi. Ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Oté

Zistoir Tizan Grandyab-La fèss an or - sinkyèm boutte

Tizane avèk Tizan i koné éstèr bann Grandyab i sava manz azot. Zot i koné i fo déjajé pars bann Grandyab lé bien désidé pou égzékite z'ot plan. Mé tizan lé malin. Kosa li sa trouv an kor pou shap dann in sityasion konmsa. Nou va oir sa d'inn éstan. Lavé inn foi, mésyé lo foi, lamanz son foi èk in grinnsèl.

Kan garson grandyab té fine rotourn son kaz son zourné travaye fini, Tizan i sar koz avèk li :

« Mon bofrèr, mi pé domann aou in n'afèr,

- oui, lo bofrèr i réponn ;

- Bofrèr mi èmré fé in zé, konm i fé dann nout landroi. Mi voudré fé in pti panyé monté »

Garson Grandyab lé dakor pars li lé kiryé konète koman sa i lé... Fé in panyé la pa difisil, i sifi ou néna lozyé-sansa Shèvre fèye - sa in lyane sa épi i fo konète la téknik é sa Tizan la fine aprann fé avèk son famiy dopi étan pti. Vip ! Vap ! In domi-èr konmsa panyé lé fini.

Garson Grandyab i di : « Ou la fé in panyé é a park sa ? Kosa li néna d'éspésyal ? ». Bofrèr Tizan i di mon panyé lé mazik. Rant aou d'dan ou va oir. Bofrèr i rant dédan é Tizane avèk Tizan i mète a shanté/Ti panyé monté ! Ti panyé monté ! Ti panyé monté !.. ala lo panyé i mont : pli o lo pyé papaye, pli o lo pyé koko. Anlèr dannsyèl mé Garson grandyab i mète a kriyé : « Fé dsann amoin siouplé, mon tête i tourn, moin néna tournmann tête ».

Lo frèr avèk la sèr i rogard inn a l'ot ézot i mète a shanté : Ti panyé désann ! Ti panyé désann ! Ti panyé désann. Lo panyé i dsann ziska kéli poz atèr. Garson Grandyab lé rasiré kan li ariv atèr. L'èrla tizan i di : « Bofrèr ma sèr épi moin ni vé fé in tour dann panyé »

Garson Grandyab i di : « Sa la pa in fyon pou alé sa ? Si sé in fyon, moin mi di non ! » Mé Tizan i di ali : « Bofrèr ala in gran kord, kan nou v'ariv anlèr ou néna k'a ral dosi lo panyé va désann. Tout fason nou v'alé ousa ? Nou lé pa bien la ? »

Kriké ! Kraké ! Kriké Mésyé ! Kraké Madam !

Lo mari in pé rasiré i lèss son madam avèk son bofrèr mont dann panyé é lo dé i komans shanté : « Ti panyé monté ! Ti panyé monté ! Ti panyé monté ! ». Ala lo panyé i mont : pli o lo pyé papaye, pli o la mézon, pli o lo gran pyé koko. Garson Grandyab i ral dsi la kord mé la kord i shap rant son min, li kapote atèr, épi lo panyé parti.

Li pran lo sans lo van é li fish dann diréksyon la kaz la famiy Tizan. Kan zot i ariv laba zot i rakont sak la spassé zot momon. Zot momon i di : « Mon dé zanfan, alé la kaz voisine é bouz pa ziskatan mi di azot vien, pars avèk son grann janm lo mari Tizane i tard pa arivé ».

Koton mayi i koul, rosh i flote, l'avé inn foi pou innn bone foi mésyé lo foi la man z son foi èk in grinnsèl.

(Sinkyèm boutte la fini, sizyèm i ariv san tardé - vantredi k'i vien)

Justin